



RESEAU AFRICAIN DE MICROFINANCE

A F M I N

THE AFRICA MICROFINANCE NETWORK

8^{ème} Conférence Annuelle et Assemblée Générale 2009

ALLOCATION DU PRESIDENT de AFMIN

- *EXCELLENCE, MADAME LE MINISTRE D'ETAT, MINISTRE DE LA FAMILLE, DE LA SECURITE ALIMENTAIRE, DE L'ENTREPRENARIAT FEMININ, DE LA MICROFINANCE ET DE LA PETITE ENFANCE*
- *MADAME LA REPRESENTANTE DU MINISTRE D'ETAT, MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES*
- *MESSIEURS LES MINISTRES*
- *MONSIEUR LE REPRESENTANT RESIDENT DU PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT,*
- *EXCELLENCES, MESDAMES ET MESSIEURS LES AMBASSADEURS ET REPRESENTANTS DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES,*
- *MESDAMES ET MESSIEURS LES REPRESENTANTS DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES,*
- *MONSIEUR LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'ASSOCIATION PROFESSIONNELLE DES SYSTEMES FINANCIERS DECENTRALISES DU SENEGAL,*
- *MESDAMES ET MESSIEURS LES DIRIGEANTS DE RESEAUX ET INSTITUTIONS DE MICROFINANCE,*
- *HONORABLES INVITES,*
- *MESDAMES ET MESSIEURS, TOUS EN VOS RANGS ET GRADES,*

Je voudrais avant toute chose exprimer, en mon nom personnel et en celui du Conseil d'Administration de AFMIN, nos sincères remerciements à votre endroit, **Excellence Madame le Ministre d'Etat**, pour l'honneur que vous nous faites de présider personnellement la cérémonie d'ouverture de notre Conférence portant sur le thème suivant : « **Construire des systèmes financiers ruraux en Afrique : Propositions concrètes de la Microfinance** ».

En effet les objectifs de cette conférence sont :

- **de promouvoir la Microfinance rurale, comme une stratégie d'accroissement de l'efficacité des institutions de Microfinance dans la lutte contre la pauvreté ;**
- **de renforcer la vision commune, l'efficacité et les processus pour la mise en place d'une responsabilité commune dans l'atteinte de la sécurité alimentaire et le développement durable dans nos états ;**
- **Fournir des opportunités formelles et informelles pour l'apprentissage latéral, les partenariats et relations stratégiques dans la mise en place de systèmes de financement rural efficace.**

Excellence Madame le Ministre d'Etat, votre présence parmi nous ce matin, constitue un réel motif de satisfaction pour l'ensemble des participants à cette conférence et sans aucun doute, un encouragement dans les réflexions que nous allons mener au cours des 3 jours sur le thème évoqué plus haut. Nous vous en remercions sincèrement.

Nous voudrions également saluer le gouvernement et le peuple Sénégalais, et leur exprimer notre reconnaissance pour l'accueil chaleureux et fraternel qui nous a été réservé depuis notre arrivée dans cette belle ville Africaine de DAKAR, Jadis capitale de l'AOF, capitale d'un pays à l'hospitalité bien établie et qui peut revendiquer, avec fierté, son rôle de brassage humain, d'échanges et d'idées.

En décidant d'organiser cette conférence autour du thème : « **Construire des systèmes financiers ruraux en Afrique : Propositions concrètes de la Microfinance** », nous avons voulu faire nôtres, nous aussi, les préoccupations des Gouvernements des Etats Africains et singulièrement celui de la République du Sénégal, face au sujets de graves préoccupations telles la crise financière internationale, muée très rapidement en crise économique, la sécurité alimentaire, le réchauffement climatique... etc . Face donc à ces fléaux auxquels nous ne pouvons nous soustraire, il nous revient ici, de rechercher des solutions durables à l'inextricable équation de la pauvreté, qui envahit chaque jour un peu plus, notre espace de vie, et plus particulièrement le milieu rural.

En effet, les statistiques disponibles laissent apparaître qu'en moyenne, plus de 50% de la population africaine, notamment subsaharienne, vit dans une extrême pauvreté, avec un niveau inférieur au seuil de pauvreté d'un dollar des Etats Unis par jour et par habitant, défini par la communauté internationale. Les autres indicateurs, notamment sociaux, ne sont guère plus reluisant et confirment l'ampleur du phénomène :

L'espérance de vie au sein de nos populations se situe en moyenne entre 45 et 55 ans. En outre, les populations ont un faible accès aux infrastructures sanitaires et à l'eau potable. Seule une minorité, estimée à 45% de la population active, évolue dans un secteur moderne, avec un emploi salarié, avec des revenus plus ou moins stables et qui, à divers degrés, ne bénéficient pas d'une protection sociale suffisante. Selon l'évaluation du Programme des Nations Unies pour le Développement, les Etats africains figurent parmi les 32 pays les moins bien classés du globe à l'Indice de Développement Humain (IDH).

Ces statistiques aussi poignantes soient-elles, ne retracent malheureusement pas l'intégralité du phénomène, en raison de sa complexité et des insuffisances des appareils statistiques de nos pays. Il s'agit, sans exagération aucune, d'une véritable gangrène qui affecte les milieux ruraux et urbains et touche principalement les populations agricoles, les acteurs des secteurs informels, les femmes et les jeunes.

La pauvreté est une réalité omniprésente dans nos sociétés avec son cortège de pressions sociales, de drame humain, de perte de dignité et d'exclusions de toutes sortes, notamment des services sociaux de base (santé, éducation, eau potable, alimentation, etc), voire des processus de décisions qui touchent à la vie de nos cités.

La pauvreté engendre des coûts économiques, sociaux et politiques incalculables et entretient ainsi un cercle vicieux du sous-développement. Elle favorise également la propagation des maladies graves telles que le VIH/SIDA, la tuberculose, le paludisme et suscite des courants d'émigration des ressources humaines, accentuant ainsi le retard économique de nos Etats. Sur le plan politique, l'expansion de la pauvreté, couplée avec l'ignorance et l'analphabétisme, fragilise le processus démocratique et précarise l'équilibre géopolitique de nos états, car **la pauvreté reste l'ennemi de la paix.**

Le prix NOBEL délivré au Professeur Mouhamad YUNUS en 2006, illustre la pertinence de cette affirmation

Nul ne peut donc rester indifférent à la paupérisation croissante de nos populations, encore moins accepter l'exclusion du processus de développement et de l'accès au bien-être, des franges aussi importantes de citoyens de nos pays dont une partie a pourtant reçu une éducation et une formation aux emplois modernes.

Il ne fait aucun doute que si les pauvres d'aujourd'hui sont nourris davantage de confiance et trouvent les moyens de contribuer au processus de développement à hauteur du potentiel dont ils sont porteurs, le paysage économique de nos pays changerait très rapidement.

**Excellence Madame le Ministre d'Etat,
Mesdames et Messieurs,**

En raison du caractère pluridimensionnel du phénomène, la lutte contre la pauvreté ne peut s'inscrire que dans le cadre d'un faisceau d'actions cohérentes et variées pour lesquelles chacun est interpellé : l'Etat, la société civile, le monde de l'entreprise et la communauté internationale.

Nos Etats ont pris conscience de leur rôle de premier plan dans la lutte contre la pauvreté, au regard des nombreuses initiatives prises dans ce domaine. Je pense notamment aux initiatives en faveur des petites et moyennes entreprises et des micro-projets, aux programmes d'insertion des jeunes diplômés, aux projets de création d'emplois et de revenus du type Agence d'Exécution des Travaux d'Intérêt Public (AGETIP) , aux programmes agricoles intégrés.

Durant l'année 2005, déclarée Année Internationale du Microcrédit par les Nations Unis, de nombreuses rencontres internationales se sont succédées de par le monde , pour mettre en évidence les progrès de la Microfinance vis-à-vis de la lutte contre la pauvreté et de la réalisation des objectifs de développement du millénaire. Ces rencontres ont donné l'occasion aux parties prenantes de la Microfinance de débattre sur les faiblesses, les forces, les défis et les opportunités de développement et d'expansion du secteur de la Microfinance en Afrique et dans le monde.

En participant activement à la plupart de ces rencontres, AFMIN n'a eu de cesse le long de ces dernières années de plaider en faveur du renforcement et de l'expansion des services financiers aux populations démunies qui, malgré la croissance remarquable que la Microfinance a enregistré ces dix dernières années, n'ont toujours pas accès aux services financiers de base tels que l'épargne, le crédit ou la micro-assurance, notamment les populations démunies des zones rurales.

Dans le cadre de la célébration de l'Année Internationale du Microcrédit, AFMIN a organisé avec ses partenaires de nombreux ateliers d'échanges sur les « nouveaux défis » de la Microfinance, notamment en ce qui concerne la prévention des abus envers les clients vulnérables de la Microfinance, le renforcement des services financiers aux populations affectées par le VIH/SIDA et l'élaboration de stratégies nationales appropriées.

L'organisation de la 8^{ème} Conférence Annuelle de AFMIN à DAKAR s'inscrit donc dans la lignée des activités menées par AFMIN depuis sa création. En choisissant de traiter le thème sur **la microfinance en milieu rural** et des Stratégies et Produits Innovant pour l'expansion des Services Financiers aux populations pauvres des zones rurales d'Afrique durant sa 8^{ème} Conférence Annuelle, AFMIN a pris le parti de reposer la problématique du financement de l'agriculture, donc du monde rural , et de faire des propositions concrètes sur les voies et moyens de repousser les frontières actuelles de la Microfinance rurale, dans la perspective de toucher la grande majorité des populations rurales démunies non encore bancarisées.

De nombreuses expériences ont été recensées pour les besoins de la conférence. Nous débattons au cours de cette conférence, de la finance rurale en Afrique après avoir fait un état des lieux pour en mesurer les enjeux et les perspectives. Nous parlerons également de la contribution à l'analyse d'un nouveau modèle de financement inclusif de l'agriculture, et présenterons une étude comparée des instruments de financement du secteur agricole à travers des études de cas.

PROBLEMATIQUE ?

Trois personnes pauvres sur quatre vivent en zone rurale et la majorité des ruraux dépend de l'agriculture. L'accès à des services financiers adaptés est un facteur déterminant du développement des agricultures du Sud. Or, du fait des contraintes spécifiques du financement agricole (contraintes générales des zones rurales, saisonnalité des activités, risques agro-climatiques, variations des prix agricoles, etc.), le développement d'une offre formelle de services financiers adaptés reste difficile.

Le récent rapport de la Banque Mondiale souligne l'acuité de la question du financement de l'agriculture, et globalement du financement du monde rural. Les enseignements tirés des échecs passés (le « tout Etat », puis le « Tout marché ») conduisent aujourd'hui à des approches pragmatiques s'appuyant sur l'innovation et s'efforçant de développer dans le secteur financier des complémentarités entre le secteur privé, la société civile et l'Etat. Le secteur cherche à améliorer son impact sur la finance agricole en adaptant les « modèles » de la microfinance (coopératives, banques villageoises, groupes d'entraide, caution solidaire, etc.) aux spécificités agricoles, en développant des produits et des procédures innovantes permettant en particulier d'atténuer la vulnérabilité des ménages ruraux, d'améliorer la gestion des risques agricoles, et de proposer des produits financiers permettant l'investissement agricole. De nouvelles synergies entre acteurs (microfinance, banques, organisations professionnelles agricoles, bailleurs et politiques publiques, etc.) apparaissent prometteuses pour le développement de la finance rurale :

- Quelles sont les conditions de leur réussite ?
- Que représentent-elles ?
- Répondent-elles aux besoins du monde rural ? En d'autres termes, la microfinance est-elle une réponse adaptée aux problématiques des ruraux ?

L'échange d'expériences au cours de ces journées, nous livreront beaucoup d'enseignements sur les défis à relever par les acteurs de la Microfinance qui souhaiteraient s'inscrire dans la dynamique d'élargissement des services financiers de base aux populations démunies non encore bancarisées des zones rurales des pays africains.

Les expériences qui seront partagées durant les jours à venir nous invitent en tant qu'individu ou organisation à repenser nos pratiques, nos habitudes et notre organisation en général, et ce en vue de sortir des sentiers battus du Microcrédit pour apporter une réponse à la demande de services financiers en milieu rural, c'est-à-dire, de nous lancer avec audace dans la Microfinance de demain : « **la Microfinance Verte** ».

Pour cela, *nous nous devons d'élargir les instruments financiers disponibles à ce jour. Nous nous devons aussi d'améliorer la gamme et la qualité des produits et services financiers que nous offrons aux populations cibles. Nous nous devons aussi de mettre à contribution les nouvelles technologies d'information et de communication pour améliorer notre productivité et réduire les coûts de transaction avec les clients. Nous nous devons enfin de rendre le secteur de la Microfinance plus transparent et plus attractif pour les investisseurs privés et les banques commerciales qui disposent des ressources financières nécessaires.* C'est à ces conditions là que la Microfinance pourra certainement contribuer de manière significative à la réalisation des objectifs de réduction de moitié de la pauvreté en 2015.

Nous saisissons donc cette opportunité pour remercier chaleureusement tous les participants à la 8^{ème} Conférence Annuelle de AFMIN au Sénégal, pour avoir bien voulu faire le déplacement à Dakar en vue de contribuer au succès de ladite conférence. Pour beaucoup d'entre vous, il n'a pas été facile d'organiser votre déplacement à Dakar et pourtant vous avez tout fait pour être des nôtres ici à Dakar au Sénégal. Nous saluons votre participation à la 8^{ème} Conférence Annuelle de AFMIN, car malgré les contraintes logistiques évoquées, vous êtes plus de 150 participants à avoir fait le déplacement à Dakar.

Nos salutations vont aussi à nos frères et sœurs sénégalais qui sont plus de 300 participants à avoir fait le déplacement de tous les endroits du Sénégal. Cette mobilisation massive nous permet à coup sûr de mesurer la motivation et l'engagement de nos frères qui ont eux aussi toujours bravé les distances et les kilomètres que nous avons-nous nous-mêmes bravés aujourd'hui et hier pour participer à toutes les conférences organisées par AFMIN à travers toutes les régions d'Afrique.

Nous profitons aussi de l'occasion offerte pour remercier les membres de l'APSPD-Sénégal ainsi que les autorités de tutelle et les partenaires au développement au Sénégal d'avoir pris l'initiative d'abriter la 8^{ème} Conférence Annuelle de AFMIN à Dakar. Le secteur de la Microfinance au Sénégal est certes très jeune mais très dynamique et très novateur. Nous aurons l'occasion de le constater à travers les visites de terrain et les études de cas qui nous seront présentées lors de la conférence.

La présence des praticiens de la Microfinance, des autorités de tutelle, des partenaires au développement, des investisseurs privés, des banques commerciales et de la société civile à cette conférence est le témoignage que la Microfinance est l'affaire de tout un chacun. **La diversité des participants à cette conférence est l'atout principal du succès anticipé de la 8^{ème} Conférence Annuelle de AFMIN à Dakar.**

Nous espérons que chacun des participants à cette conférence repartira dans son institution ou dans son organisation avec quelques idées novatrices, qui nous permettront à tous de faire avancer les objectifs d'élargissement des services financiers de base aux populations démunies, notamment celles vivant en milieu rural ou isolé. Si tel devait être le cas, alors les objectifs de la conférence auront été largement atteints. Nous ne manquerons pas en ce qui nous concerne au niveau de AFMIN d'évaluer dans quelques

mois avec la collaboration de tous les participants et notamment du Comité scientifique mis en place lors de cette conférence, les avancements qui résulteront des échanges menées lors de la 8^{ème} Conférence Annuelle de AFMIN au Sénégal.

Avec votre volonté et votre engagement, nous sommes persuadés que la 8^{ème} Conférence Annuelle de AFMIN à Dakar ne sera pas une conférence de plus ou simplement une opportunité volatile, mais **une rampe de lancement pour la redynamisation du secteur de la Microfinance rurale en Afrique et dans le monde**. J'espère qu'à l'issue de cette conférence, nous réaliserons tous qu'il nous faut absolument bousculer nos habitudes et nos pratiques pour faire avancer les objectifs d'élargissement des services financiers aux populations démunies non encore bancarisées. C'est à cette condition que nous pourrions tous ensemble contribuer de manière efficace à l'atteinte des objectifs de la sécurité alimentaire en Afrique.

**Excellence Madame le Ministre d'Etat,
Mesdames et Messieurs,**

La Microfinance constitue pour des millions de personnes un espoir réel de retrouver une dignité perdue, dans la communauté des Hommes, grâce à la réhabilitation économique et sociale que le mouvement de la Microfinance peut engendrer. Il est donc de notre devoir de tout mettre en œuvre pour que ces espoirs ne soient pas déçus. La tâche à accomplir est certes des plus difficiles, mais je reste persuadé qu'en joignant nos volontés, nos efforts et nos moyens, nous relèverons avec succès les défis qui se présentent à nous car il en dépend évidemment de notre avenir et de celui de l'Humanité.

Excellence Madame le Ministre d'Etat, votre présence à cette conférence aujourd'hui, nous conforte dans l'idée que, en luttant pour la création de richesses, nous avons choisi de faire le bon combat. En le remportant, nous serons en mesure de créer une société plus juste, plus humaine, plus harmonieuse et plus solidaire. Chacun devra participer, avec force et conviction, dans sa sphère de responsabilité, à ce combat afin de relever ce défi que nous partageons tous.

Notre vision pour l'avenir.

Le rôle de la finance rurale dans la réduction de la pauvreté et la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement signifie qu'elle demeurera au premier rang des priorités pour les gouvernements, les donateurs et, bien entendu, les ménages ruraux. Sur la base des estimations actuelles, nous prévoyons d'importants changements dans la fourniture de produits et services au cours de la prochaine décennie

Nous attendons donc, de cette Conférence qu'elle donne une visibilité plus grande sur les ambitions du secteur de la finance rurale, et de la manière dont elle pourra exploiter les différents appuis tant des gouvernements et des bailleurs, que des partenaires privés impliqués dans la création de richesse au bénéfice de nos populations pauvres.

J'ose espérer que la Région Afrique, veuille se prendre en charge et construire résolument son propre destin. Je fonde aussi l'espoir que la volonté que nous affichons tous aujourd'hui ouvrira pour les populations de notre Région, les voies d'un mieux-être et d'un destin meilleur.

Je vous remercie pour votre attention.

René ABOUO N'GUESSAN

***Président du Conseil d'Administration
AFMIN***

Dakar, Hôtel MERIDIEN PRESIDENT, le 08 décembre 2009